Fondation Jean Jaurès

Économie/ social

# POURQUOI LA GAUCHE A PERDU LES CLASSES POPULAIRES ET COMMENT RENOUER AVEC ELLES

Guillaume Duval

29/10/2025

**La gauche traditionnelle a-t-elle perdu le lien qui l'unissait aux classes populaires, désormais éloignées des urnes ou attirées par l'extrême droite ? Oui, nous dit Guillaume Duval, ancien rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, selon lequel cette rupture s'explique par la fin du « mythe de l'unité du salariat » qui ne correspond plus à la réalité d'un salariat devenu majoritaire mais profondément divisé. Pour renouer avec les ouvriers et les employés, la gauche doit reconnaître la diversité d'intérêts entre classes moyennes et classes populaires et assumer une alliance de classes, quitte à demander à sa propre base électorale d'accepter certains sacrifices pour rétablir la solidarité et la justice sociale.**

Sondage après sondage, élection après élection, en France comme ailleurs en Europe, on le constate partout : la gauche traditionnelle, qu'elle soit héritière du communisme ou de la social-démocratie, a perdu le soutien des prolétaires qu'elle prétendait rassembler et représenter depuis deux siècles. Les ouvriers et les employés s'abstiennent massivement ou se tournent désormais vers l'extrême droite[1].

## La gauche des couches moyennes urbaines

La gauche se trouve de plus en plus cantonnée principalement aux couches moyennes urbaines les plus éduquées. Même les forces politiques de gauche émergentes, comme La France insoumise (LFI) en France, Podemos en Espagne, le Mouvement 5 Étoiles (*Movimento 5 Stelle*) en Italie, ou encore les mouvances écologistes ont en réalité des sociologies assez proches de la gauche traditionnelle, même si leur base est souvent plus jeune[2]. Ce qui condamne la gauche à rester presque partout durablement minoritaire. Comment en est-on arrivé là et comment en sortir ?

Après la chute du mur de Berlin en 1989, certains avaient considéré que nous étions entrés dans la « fin de l'histoire[3] », que le capitalisme libéral et la démocratie l'avaient définitivement emporté.

Mais la suite des événements a montré à quel point cette assomption était erronée… En ce qui concerne plus spécifiquement la gauche, on pouvait aisément considérer au tournant des années 1990 que, après soixante-dix ans de guerre interne, on allait assister désormais au triomphe définitif de la social-démocratie, enfin débarrassée de la concurrence communiste. On a bien enregistré en effet un effondrement de la mouvance communiste, même si quelques forces nouvelles ont réussi parfois à prendre le relais à gauche de la gauche. Mais on a aussi assisté parallèlement à un affaissement majeur et à un déclin de la social-démocratie apparemment tout aussi irréversible que celui du communisme.

## Une défaite collective de la gauche sous toutes ses formes

On a pu penser à certains moments que, sur ce flanc-là, l'écologie pourrait prendre le relais de la social-démocratie comme parti de masse de la gauche réformiste au XXI$^{e}$ siècle, mais cela n'a fonctionné véritablement nulle part : l'écologie n'a jamais réussi à devenir un parti réellement populaire. Cette défaite collective de la gauche, réformiste comme révolutionnaire, écologiste, social-démocrate comme communiste, a ouvert partout la voie à la montée, et bientôt à la victoire de l'extrême droite.

Cette dynamique négative est, comme toujours, multidimensionnelle et multifactorielle. Mais au cœur de l'incapacité des structures issues de ce qu'on appelait naguère le « mouvement ouvrier » à faire face à cette spirale descendante, on trouve une question fondamentale : l'effondrement du mythe de l'unité du salariat. Dans toute sa diversité, la gauche sociale et politique a été matricée depuis la fin du XIX$^{e}$ siècle par une compréhension marxisante de la société, divisée entre bourgeois et prolétaires, propriétaires des moyens de production et salariés exploités.

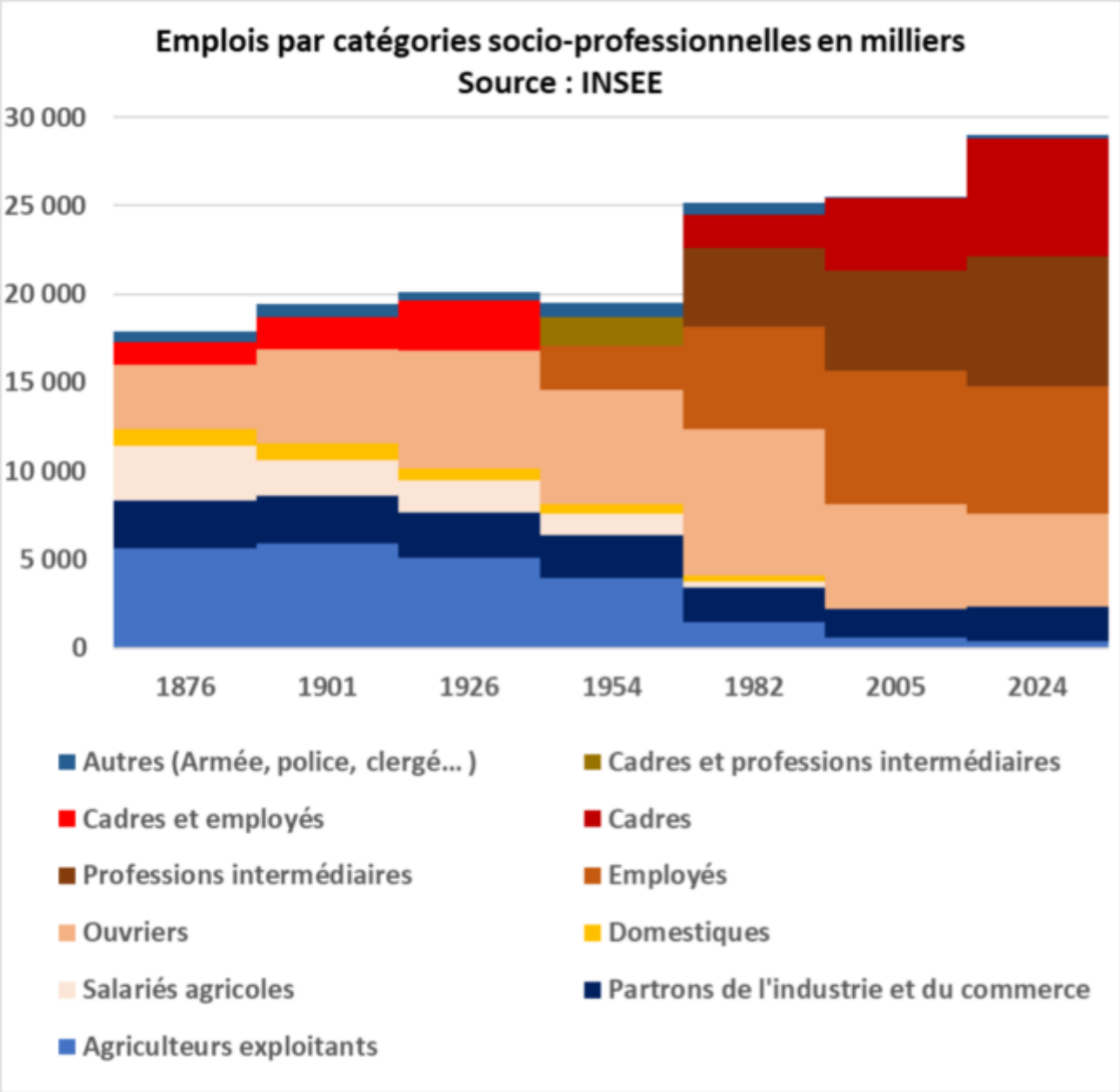
Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

## Le mythe de l'unité du salariat

La tâche historique de la gauche est de rassembler et d'unifier le salariat pour prendre le pouvoir politique et économique au sein de la société et renverser le système capitaliste. Réforme ou

révolution, action directe ou parlementarisme, dictature ou démocratie, syndicat ou parti d'abord… les divergences ont toujours été importantes, et parfois violentes, au sein du « mouvement ouvrier ». Mais derrière ces affrontements, un consensus profond perdurait : tous les exploités ont les mêmes intérêts fondamentaux et, si nous parvenons à les rassembler sous notre *leadership*, nous réussirons à changer la société.




Or c'est ce postulat, celui de l'unité fondamentale du salariat, qui fait aujourd'hui perdre pied à la gauche politique et syndicale vis-à-vis des couches populaires. Au XIX$^{e}$ siècle, les salariés n'étaient qu'une minorité au sein de sociétés qui restaient majoritairement dominées par les agriculteurs, les artisans et les commerçants et de vrais bourgeois. Dans un contexte où les salariés étaient

minoritaires et maltraités, il était relativement aisé de les rallier tous autour des partis et des syndicats qui se proposaient de les défendre et de les représenter au sein d'une société globalement « bourgeoise » et hostile.

Il existait déjà des différenciations au sein du salariat, mais, dans le contexte de l'époque, elles pouvaient aisément passer comme secondaires. Les organisations du mouvement ouvrier étaient déjà dirigées en pratique par des personnes issues plutôt de l'élite du salariat, ouvriers qualifiés, techniciens, fonctionnaires, intellectuels comme Karl Marx… Mais ces dirigeants obtenaient sans trop de difficultés le soutien et l'assentiment des vrais prolétaires qui n'avaient pas bien souvent le bagage culturel nécessaire pour créer et diriger de telles structures.

## Presque toute la société est salariée

Mais aujourd'hui la situation est devenue très différente. Les salariés représentent près de 90% de l'emploi dans toutes les sociétés développées. Et les non-salariés qui subsistent sont pour la plupart comme des Indiens dans leurs réserves : les agriculteurs qui sont des quasi-salariés de la politique agricole commune (PAC), les médecins libéraux qui sont des quasi-salariés de la Sécurité sociale et des mutuelles, ou encore les faux indépendants uberisés qui ne sont en réalité qu'un moyen pour de très grandes entreprises de salarier des personnes en contournant le droit du travail.

Malgré cette dynamique déjà largement à l'œuvre de généralisation du salariat, les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier parvenaient encore, jusqu'à il y a une trentaine d'années, à faire vivre le mythe de l'unité du salariat. Et à conserver la confiance des vrais prolétaires, ouvriers et employés peu qualifiés et mal payés, vis-à-vis d'organisations qui étaient depuis toujours dirigées plutôt par l'élite du salariat – salariés des grandes entreprises, cadres et fonctionnaires ayant suivi des études supérieures. Le monde des représentations a toujours beaucoup de retard par rapport à l'évolution du monde réel.

## Un discours qui ne fonctionne plus

Mais depuis trente ans, sous l'impact à la fois de la mondialisation et du tournant social-libéral d'une grande partie des partis et syndicats de gauche post-chute du mur de Berlin, ce lien de confiance s'est rompu. Les prolétaires, qui ne sont pas devenus moins nombreux, loin de là, notamment avec le développement du secteur des services, ont cessé de se sentir solidaires de et représentés par l'élite du salariat qui animait les structures héritées du « mouvement ouvrier ».

Il a toujours existé des écarts significatifs au sein du salariat entre les smicards des petites et moyennes entreprises (PME) et les cadres des grands groupes, entre les précaires à temps partiel et les personnes qui ont la sécurité de l'emploi, entre les fonctionnaires et les salariés du secteur privé, entre les salariés qui vivent au jour le jour et ceux qui peuvent épargner suffisamment pour s'acheter un logement ou mettre de l'argent de côté pour leur retraite… Au-delà de ces dimensions matérielles, les différences culturelles se sont aussi beaucoup accrues sous l'impact de la mondialisation et de ses effets différenciés sur les différentes catégories sociales au sein du salariat. Ces différences ne peuvent plus désormais être considérées simplement comme secondaires par rapport à la contradiction principale qui opposerait l'ensemble des salariés aux propriétaires des moyens de production. Ce sont elles désormais qui structurent la société.

## Les contradictions au sein de la société passent au sein du salariat

Dans ce nouveau monde, l'unité du salariat est en effet devenue impossible à réaliser parce que celui-ci constitue désormais la quasi-totalité de la société. Dans un tel contexte, les tensions qui traversent inévitablement toute société divisent nécessairement le salariat lui-même. Réaliser l'unité du salariat reviendrait en effet à rassembler 90% de la population autour d'un même projet politique, social et économique. Ce n'est réellement envisageable que dans une société totalitaire. Dans une société qui se veut démocratique et pluraliste, ce n'est pas possible, ni d'ailleurs souhaitable.

Le mouvement dit des 99%[4] constitue une ultime tentative de faire perdurer ce mythe de l'unité du salariat en isolant les 1% les plus riches et en s'efforçant de rassembler contre eux le reste de la population. L'émergence d'une toute petite minorité de super riches, notamment aux États-Unis et en particulier dans le secteur de la tech, constitue bien entendu à la fois une réalité indéniable et un problème économique, social et politique majeur.

## Le mythe dangereux des 99%

Il faut bien sûr s'attaquer à cette réalité et remettre en cause les inégalités gigantesques qui ont pris leur essor au cours des dernières décennies, comme on avait su le faire au XX$^{e}$ siècle quand les sociétés développées avaient été confrontées à des phénomènes analogues (même s'il avait fallu pour cela traverser deux guerres mondiales qu'il faudrait pouvoir s'épargner cette fois).

Mais la volonté de rassembler 99% de la population contre les 1% restants en masquant toutes les

différences qui existent au sein d'une société de plus en plus fracturée afin de rétablir l'unité de cette société est en soi une démarche dangereuse, porteuse de dérives potentielles graves. Cette démarche ressort en effet manifestement de la recherche classique de boucs émissaires décrite par le philosophe René Girard[5]. Pour exorciser les crises que connaissent les sociétés humaines, on cherche à focaliser toute la violence qu'elles engendrent sur une petite minorité. Difficile de voir comment une telle dynamique, certes éprouvée mais néanmoins fondamentalement régressive, pourrait être réellement porteuse d'émancipation et de progrès social et démocratique.

## L'unité du salariat est une fiction

Si l'on préfère écarter cette mythologie dangereuse, il faut admettre enfin que l'unité du salariat est et restera une fiction et se dire que c'est en prenant en compte les divisions de la société telles qu'elles existent aujourd'hui, qui passent donc au sein même du salariat, qu'il faut trouver les moyens de construire un projet de progrès social, écologique et démocratique. Il faut donc se demander comment faire pour surmonter les contradictions bien réelles qui existent entre les intérêts des vrais prolétaires qui ont du mal à boucler les fins de mois, souvent des femmes désormais[6], employées au Smic et à temps partiel dans le secteur des services, et ceux des cadres des grands groupes ou de la fonction publique bénéficiant de salaires qui leur permettent d'épargner et de statuts d'emploi nettement plus protecteurs. C'est la condition *sine qua non* pour que la gauche institutionnelle, qui n'est plus guère représentative aujourd'hui que de ces couches moyennes éduquées, puisse renouer avec les couches populaires qui ont rompu avec elle.

Au lieu de continuer à essayer de faire croire aux prolétaires qu'ils ont en fait les mêmes intérêts que les classes moyennes qu'elle représente, ce que plus personne ne croit désormais dans les couches populaires, il s'agit pour la gauche institutionnelle de s'adresser à ces couches populaires sur le terrain de l'alliance de classes. Ce qui implique tout d'abord de reconnaître leur altérité et ensuite de reconnaître l'existence d'intérêts divergents et contradictoires entre la base sociale de la gauche institutionnelle et les couches populaires.

## Une alliance de classe avec les couches populaires

Cela implique donc que cette gauche soit prête à demander des sacrifices à sa propre base sociale pour pouvoir réussir à faire alliance avec les couches populaires. Par exemple, si l'on met en œuvre une hausse des bas salaires et une réduction de la hiérarchie des rémunérations, cela aura forcément un impact négatif sur le niveau de vie des classes moyennes de gauche qui devront payer plus cher leur femme de ménage, leur jardinier, leurs repas au restaurant… Mais c'est en effet

le prix à payer pour espérer renouer avec les classes populaires.

Quand elle est dans l'opposition, la gauche promet certes généralement déjà de mener ce genre de politique, mais, ensuite, quand elle arrive au pouvoir, elle ne met pas en œuvre les mesures correspondantes. Parce que ces politiques sont en effet contraires aux intérêts des classes sociales qu'elle représente réellement et qu'elle n'a pas « vendu » au préalable à sa propre base ces mesures comme s'inscrivant dans une logique d'alliance de classes avec les couches populaires. Une « trahison » répétée régulièrement au cours des dernières décennies qui a achevé de creuser le fossé avec les prolétaires.

## D'abord, changer de paradigme

Bref, pour que la gauche puisse renouer avec les couches populaires, elle doit d'abord changer de paradigme pour comprendre la société qui l'entoure. Il lui faut d'urgence cesser de s'accrocher au mythe dépassé de l'unité du salariat pour accepter de s'adresser à ces couches populaires en termes d'alliance de classes. Cela implique en particulier qu'elle soit prête à imposer des sacrifices à sa propre base sociale pour s'attacher leur soutien…

Pour faire vivre le débat, soutenez-nous

Je fais un don

1. Voir par exemple : *Analyse du premier tour des élections législatives 2024 : participation et structuration des électorats*, enquête Ifop réalisée pour LCI et TF1, 1er juillet 2024, ou *Sociologie des électorats – Législatives 2024*, enquête Ipsos Talan réalisée pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat, 30 juin 2024.
2. *Sociologie des électorats et profil des abstentionnistes. Élections européennes*, enquête Ipsos pour France Télévisions, Radio France, France 24/RFI, Public Sénat/LCP Assemblée nationale, 9 juin 2024.
3. Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
4. « Nous sommes les 99% » était le slogan phare utilisé par le mouvement Occupy Wall Street en 2011 après la grande crise financière de 2009 pour dénoncer l'avidité des 1% restants et leur responsabilité dans les conséquences catastrophiques de cette crise pour les Américains. Comme on le sait, cela n'a pas permis de sauver la gauche américaine et d'empêcher que Donald Trump soit ensuite élu par deux fois président des États-Unis.
5. René Girard, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.
6. Les femmes représentent 52% des employés et ouvriers en France aujourd'hui et 79% des emplois à temps partiel.